

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/201453]

13 FEVRIER 2013. — Arrêté ministériel portant certaines dispositions d'exécution relatives aux techniques de mesure de l'azote potentiellement lessivable et au « survey surfaces agricoles » en application du chapitre IV de la partie réglementaire du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, et de la Mobilité,

Vu le chapitre IV de la partie réglementaire du livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, tel que modifié le 31 mars 2011, notamment les articles R. 214 à R. 220 ainsi que l'article R. 225;

Vu l'arrêté ministériel du 18 février 2008 portant certaines dispositions d'exécution relatives aux techniques de l'azote potentiellement lessivable et au « survey surfaces agricoles » en application du chapitre IV de la partie réglementaire du Code de l'Eau;

Considérant la nécessité d'établir une méthodologie précise pour l'établissement fiable de la mesure d'azote potentiellement lessivable dans les sols;

Considérant la nécessité d'établir chaque année des valeurs de référence d'APL reflétant les bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, mises en œuvre sur chaque classe de culture ou de prairie;

Considérant la nécessité de comparer de manière objective les APL mesurés dans les sols à ces valeurs de référence,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « centile » : pourcentage d'individus d'un échantillon, arrondi à l'entier le plus proche, qui ont obtenu un score inférieur à un score brut donné;

2^o « survey surfaces agricoles » : réseau de points représentatifs au moyen duquel sont établies des valeurs de référence annuelles d'azote potentiellement lessivable.

CHAPITRE II. — Répartition des parcelles, prélèvement, conditionnement et analyse des échantillons

Art. 2. § 1^{er}. Les parcelles de toute exploitation agricole dans laquelle des échantillons de sols sont prélevés en vue d'un dosage d'azote potentiellement lessivable sont réparties en huit classes visées à l'annexe I^{re}.

§ 2. Les échantillons de sol sont prélevés et conditionnés conformément à l'article 3 par l'Administration, par un laboratoire agréé, ou par un tiers mandaté par un laboratoire agréé ou par l'administration. Dans tous les cas, une personne mandatée par l'Administration peut assister à l'échantillonnage aux fins de vérification de la procédure.

§ 3. Seuls les laboratoires agréés sont habilités à effectuer le dosage APL.

Art. 3. § 1^{er}. Avant de procéder à l'échantillonnage, l'agriculteur ou son représentant indique l'emplacement et la profondeur d'éventuels drains, dans la parcelle échantillonnée ou de tout autre élément susceptible d'être endommagé par le processus d'échantillonnage.

§ 2. Chaque parcelle dans laquelle des échantillons de sol sont prélevés en vue d'un dosage d'azote potentiellement lessivable, est échantillonnée :

- à raison de 15 prélèvements au moins lorsqu'il s'agit d'une parcelle de terre arable;
- à raison de 30 prélèvements au moins lorsqu'il s'agit d'une parcelle de prairie.

Lorsque la superficie de la parcelle est supérieure à 15 ha, l'échantillonnage est réalisé dans une zone de prélèvement délimitée par l'Administration. La zone de prélèvement est représentative de la gestion de l'azote de l'ensemble de la parcelle et couvre une superficie comprise entre 5 et 10 ha.

L'échantillonnage couvre de manière homogène l'entièreté de la parcelle ou l'entièreté de la zone de prélèvement visé à l'alinéa précédent, à l'exception des abords immédiats de son pourtour, des zones d'abreuvement, des zones d'affouragement, des sites de stockage ou de toute autre portion de surface traitée de manière significativement différente du reste de la parcelle.

§ 3. Chaque prélèvement dans une parcelle de terre arable est subdivisé en trois couches, une première couche de 0 à 30 cm de profondeur, une deuxième de 30 à 60 cm de profondeur et une troisième de 60 à 90 cm de profondeur pour autant que la profondeur de sol le permette.

Ces prélèvements se font à l'aide d'une sonde dont le diamètre est tel que la masse de terre prélevée soit au moins de 300 gr par couche et par parcelle échantillonnée.

En cas d'impossibilité de sonder une couche de manière représentative (prélèvement d'au moins 2/3 de la quantité de terre prévue pour la couche) sur une parcelle donnée, cette couche n'est pas prise en compte dans l'interprétation des résultats.

§ 4. Chaque prélèvement dans une parcelle de prairie s'effectue sur une couche unique de 30 cm de profondeur ou d'une profondeur moindre correspondant à l'épaisseur de sol meuble, si la profondeur de 30 cm ne peut pas être atteinte.

Ces prélèvements se font à l'aide d'une sonde dont le diamètre est tel que la masse de terre prélevée soit au moins de 300 gr par prélèvement et par parcelle échantillonnée.

§ 5. Pour chaque prélèvement, la sonde doit être uniformément garnie de terre.

§ 6. Au moment du prélèvement, le degré de ressuyage du sol doit être suffisant pour palier au risque de souillure d'une couche par une autre (« coulage ») et pour permettre aux traitements ultérieurs de se réaliser dans de bonnes conditions (tamisage, homogénéisation de l'échantillon).

§ 7. En cas d'impossibilité de réaliser des prélèvements conformes aux §§ 2 à 6 sur une parcelle donnée, la parcelle de remplacement est échantillonnée.

§ 8. Les prélèvements d'échantillons de sol réalisés en application des articles R.214 à R.220 et de l'article R.225 du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau sont exécutés entre le 15 octobre et le 30 novembre.

Cette période est étendue jusqu'au 20 décembre pour les besoins du « survey surfaces agricoles » institué en application de l'article 232 du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau.

Le matériel de prélèvement présente des caractéristiques telles qu'il ne risque ni de perturber les couches de sol, ni d'enrichir les échantillons en azote minéral. Si les prélèvements sont réalisés à l'aide d'engins motorisés, l'échantillonnage est réalisé sans endommager la culture en place et le travail du sol. Les prélèvements sont réalisés à l'aide d'une sonde tubulaire de type gouge fermée ou en demi-lune ou à l'aide d'une tarière hélicoïdale de type vrille.

§ 9. Pour chaque parcelle échantillonnée, la terre prélevée est conditionnée dans autant de sachets distincts qu'il y a de couches. A l'issue de l'échantillonnage de chaque parcelle, les sachets sont hermétiquement fermés et numérotés de manière indélébile et non équivoque. Ils sont ensuite immédiatement placés dans un contenant thermiquement isolé et hermétiquement fermé.

§ 10. Les échantillons sont acheminés, dans leur contenant thermiquement isolé et hermétiquement fermé, le jour même de l'échantillonnage, vers le laboratoire agréé chargé de l'analyse.

§ 11. Le laboratoire agréé chargé de l'analyse ou l'Administration si celle-ci effectue le prélèvement, avertit l'agriculteur au minimum sept jours avant la date d'échantillonnage. Au terme de l'échantillonnage, un procès-verbal d'échantillonnage est dûment rempli, daté et signé par l'échantillonneur ainsi que par l'agriculteur ou son représentant, pour approbation.

Dans le cas où le procès-verbal n'est pas signé par l'agriculteur ou son représentant les raisons en sont détaillées dans celui-ci. Dans ce cas, le procès verbal fait foi sur seule signature de l'échantillonneur et du représentant de l'Administration s'il est présent. Ce procès verbal est établi en deux exemplaires, l'un pour l'agriculteur et l'autre pour l'organisme échantillonneur. Il comporte au moins les informations suivantes :

- les coordonnées de l'agriculteur;
- les coordonnées du laboratoire agréé chargé de l'échantillonnage et de l'analyse;
- le nom de l'échantillonneur;
- les références administratives des parcelles échantillonnées, la dernière culture récoltée, la culture ou le couvert végétal en place ou semé et les apports (type, quantité, date) de matière organique réalisés postérieurement à la dernière culture récoltée;
- les références administratives des éventuelles parcelles non échantillonnées, et les motifs de l'absence d'échantillonnage;
- les références des sachets de terre constitués;
- des informations utiles relatives à l'échantillonnage (date, type de sonde, mode d'échantillonnage, nombre de prélèvements, profondeurs de prélèvement, difficultés rencontrées notamment en application du présent article, commentaires éventuels).

Dans le cas où l'échantillonnage est réalisé sous la responsabilité d'un laboratoire agréé et qu'un représentant de l'Administration y assiste, le procès-verbal doit en outre être signé par ce représentant. A défaut, l'échantillonnage doit être recommencé aux frais du laboratoire agréé.

§ 12. Si l'échantillonnage est réalisé sous la responsabilité d'un laboratoire agréé, celui-ci conserve les procès-verbaux d'échantillonnage pendant au moins quatre ans et les tient notamment à la disposition de la structure d'encadrement. En cas de difficulté importante rencontrée pour le respect du présent article, le laboratoire agréé en avertit l'administration dans les meilleurs délais.

Art. 4. § 1^{er}. Les échantillons sont analysés par le laboratoire agréé immédiatement après réception ou, à défaut, stockés en chambre froide à une température comprise entre 1 °C et 4 °C pendant une durée maximale de cinq jours avant analyse.

§ 2. Le laboratoire agréé effectue une analyse de nitrates (NO₃⁻) par sachet réceptionné.

§ 3. Avant analyse, l'intégralité du contenu de chaque sachet est soigneusement homogénéisée par tamisage au travers d'un tamis de mailles de 8 mm.

§ 4. Immédiatement après tamisage, l'extraction de l'ion nitrate se réalise sur la matière brute non séchée d'une partie aliquote de minimum 30 grammes d'échantillon par solution KCl 0,1N au minimum. Le rapport d'extraction (poids de terre/volume de solution d'extraction) est de 1/5^e.

§ 5. Les flacons servant à l'extraction sont bouchés et soumis à l'action d'un agitateur rotatif pendant 30 minutes. La solution est ensuite laissée au repos pendant 30 minutes pour décantation.

§ 6. Le dosage de l'ion nitrate est effectué sur le surnageant qui, selon la méthode de dosage, est préalablement filtré ou centrifugé.

§ 7. Si le dosage n'est pas effectué endéans les trois heures qui suivent l'extraction, les extraits sont stockés en chambre froide, à une température maximale de 4 °C, à l'abri de la lumière pendant une durée maximale de 48 heures ou sont congelés.

§ 8. Le dosage du nitrate dans les sols est effectué par le laboratoire agréé selon l'une des méthodes suivantes :

- la méthode colorimétrique de dosage direct du nitrate par l'acide chromotrope (west & lyles, 1960);
- la méthode colorimétrique de dosage direct du nitrate par la brucine (baker, 1967);
- la méthode colorimétrique de réduction du nitrate en nitrite (à l'aide notamment de cadmium ou d'hydrazine) avec dosage de l'ion nitrite par la réaction de Griess-Ilosvay modifiée (Bremner, 1965; Guiot 1975).

§ 9. Le résultat obtenu est exprimé en kg N-NO₃/ha. Cette unité est dérivée d'une concentration en mg N-NO₃/l réellement dosée en application du § 8.

Le passage d'une unité à l'autre est obtenu en appliquant la formule visée à l'annexe II.

§ 10. En cas de difficulté importante rencontrée dans l'application du présent article, le laboratoire agréé en avertit l'administration dans les meilleurs délais.

Art. 5. § 1^{er}. Dans les sept jours ouvrables suivant l'échantillonnage d'une parcelle, l'Administration peut procéder, ou faire procéder à d'autres échantillonnages sur cette même parcelle conformément à l'article 3, à des fins de contrôle.

Les échantillons prélevés sont envoyés pour analyse dans deux autres laboratoires agréés choisis par l'Administration.

§ 2. Les résultats de ces nouvelles analyses sont comparés aux résultats de l'analyse du laboratoire agréé contrôlé. Ne sont pas pris en considération pour l'évaluation du laboratoire agréé contrôlé les différences de résultats aux conditions cumulatives suivantes :

- les résultats obtenus respectivement par les deux autres laboratoires agréés diffèrent entre eux de plus de 20 pourcents, et
- les résultats obtenus respectivement par les deux autres laboratoires agréés diffèrent entre eux de plus de 15 kg N-NO₃/ha pour les terres arables et de plus de 23,8 kg N-NO₃/ha pour les prairies.

Les résultats du laboratoire agréé contrôlé sont douteux lorsque les conditions cumulatives suivantes sont rencontrées :

- les résultats obtenus par le laboratoire agréé contrôlé diffèrent de plus de 25 pourcents en comparaison à la moyenne des résultats obtenus par les deux autres laboratoires agréés, et,
- les résultats obtenus par le laboratoire agréé contrôlé diffèrent de plus de 15 kg N-NO₃/ha pour les terres arables et de plus de 23,8 kg N-NO₃/ha pour les prairies en comparaison de la moyenne des résultats obtenus par les deux autres laboratoires agréés.

§ 3. Les résultats d'analyse d'un laboratoire sont déclarés comme systématiquement contestables lorsque, au cours d'une même saison, plus d'un tiers des contrôles réalisés conformément au § 1^{er} sont douteux.

CHAPITRE III. — « Survey surfaces agricoles » et appréciation de la conformité aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles

Art. 6. § 1^{er}. A chaque modification importante et au moins une fois tous les quatre ans, la structure d'encadrement soumet le protocole de mise en œuvre du « survey surfaces agricoles » qu'elle a établi au Ministre pour approbation, en application de l'article 232 du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau.

Un protocole de mise en œuvre du « survey surfaces agricoles » n'est valablement applicable que s'il est approuvé par le Ministre.

Les modifications éventuelles du protocole de mise en œuvre du « survey surfaces agricoles » se basent notamment sur les conditions météorologiques ayant prévalu dans l'année, le type de culture, la localisation géographique et les conditions pédologiques.

Dans les modifications éventuelles de ce protocole, la structure d'encadrement recherche une mise en œuvre optimale du présent arrêté et du chapitre IV du code de l'eau dans un souci de précision et de faisabilité, en tenant compte des connaissances acquises notamment par les « survey nitrate » antérieurs, ainsi que des évolutions agronomiques, techniques et scientifiques.

§ 2. La structure d'encadrement met en œuvre le « survey surfaces agricoles » conformément au paragraphe premier. Cette mise en œuvre permet notamment la détermination annuelle des valeurs d'APL de référence indispensables à l'évaluation de la conformité aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles.

Chaque année, les valeurs des APL de référence, exprimées en kg N-NO₃/ha, sont établies par la structure d'encadrement et transmises au Ministre pour approbation au plus tard le 31 janvier sur base du « survey surfaces agricoles » du dernier automne.

Les valeurs d'APL de référence sont établies de manière à refléter une gestion optimale de l'azote en vue de la protection des eaux pour l'année considérée et pour chaque classe de l'annexe I^{re}.

§ 3. Dans le cadre du « survey surface agricoles », les échantillons de sol sont prélevés et conditionnés conformément à l'article 3, sous la responsabilité d'un laboratoire agréé, par celui-ci ou par un tiers mandaté par celui-ci.

Les profils azotés établis dans le cadre du « survey surfaces agricoles » sont établis conformément aux exigences fixées aux articles 3, 4 et 5 par un laboratoire agréé.

Art. 7. Chaque année, pour chaque parcelle échantillonnée en application des articles R.214 à R.220 du Code de l'Eau, la conformité aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles est évaluée sur base des valeurs fixées à l'annexe III.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 8. L'agriculteur, la structure d'encadrement, le laboratoire agréé et tout autre acteur concerné par le présent arrêté mettent tout en œuvre pour que les opérations décrites dans le présent arrêté se réalisent dans les meilleures conditions. Ils veillent notamment à une bonne circulation des informations et au respect des délais. Ils agissent en toute indépendance, sans convergence d'intérêts autre que la bonne mise en œuvre du présent arrêté.

Art. 9. L'arrêté ministériel du 18 février 2008 portant certaines dispositions d'exécution relatives aux techniques de l'azote potentiellement lessivable et au « survey surfaces agricoles » en application du chapitre IV de la partie réglementaire du Code de l'Eau est abrogé.

Namur, le 13 février 2013.

Ph. HENRY

ANNEXE I^e

Tableau de répartition des terres arables et des prairies en classes

Classe 1	Betteraves
Classe 2	Céréales non suivies d'une culture implantée en automne
Classe 3	Céréales suivies d'une culture implantée en automne; chicorée
Classe 4	Maïs
Classe 5	Pomme de terre
Classe 6	Colza
Classe 7	Légumes cultivés pour leurs feuilles, tiges ou fruits
Classe 8	Prairies pâturées ou fauchées

Les itinéraires culturaux non repris dans le tableau ci-dessus peuvent être assimilés aux classes existantes par la structure d'encadrement.

Vu pour être annexé à l'arrête ministériel du 13 février 2013 portant certaines dispositions d'exécution relatives aux techniques de mesure de l'azote potentiellement lessivable et au « survey surfaces agricoles » en application du chapitre IV de la partie réglementaire du Code de Environnement constituant le Code de l'Eau.

Namur, le 13 février 2013.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE II

Transformation d'une unité exprimée en mg N-NO₃/l en une unité exprimée en kg N-NO₃/ha

Avec

C = concentration massique en N-NO₃ dans l'extrait de sol en mg/l

V = volume de solution d'extraction en ml

MS = teneur en matière sèche de sol brut exprimée en pourcent

m = masse de sol brut en g

d = densité sèche = valeurs standard de poids spécifique apparent sur sol sec par couche, soit, 1,35 t/m³ pour la couche supérieure (0-30 cm), 1,5 t/m³ pour les autres couches (30-60 cm et 60-90 cm) en terre arable et 1,3 t/m³ en prairie.

P = profondeur de l'horizon en cm

Cc = le pourcentage de charge caillouteuse extrait de la carte numérique des sols de Wallonie

Vu pour être annexé à l'arrête ministériel du 13 février 2013 portant certaines dispositions d'exécution relatives aux techniques de mesure de l'azote potentiellement lessivable et au « survey surfaces agricoles » en application du chapitre IV de la partie réglementaire du Code de Environnement constituant le Code de l'Eau.

Namur, le 13 février 2013.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE III

Evaluation de la conformité aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles, de l'APL mesuré dans les parcelles de terre arable et de prairie**1. Terres arables**

L'APL mesuré dans les parcelles de terre arable est déclaré conforme aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles si :

La valeur **R** de l'APL mesuré dans la parcelle (kg N-NO₃/ha) est inférieure ou égale à **A + D**.

Où :

A est déduit, pour la date à laquelle la parcelle a été échantillonnée, du centile 66 des observations du « survey surfaces agricoles » établi en application de l'article R.232 du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, pour la classe définie à l'annexe I^e, et est exprimé en kg N-NO₃/ha;

D est un coefficient représentant l'incertitude liée à l'estimation de l'APL moyen d'une parcelle et est égal à 0,198 x la médiane des observations du « survey surfaces agricoles » établi en application de l'article R.232 du Code de l'Eau, pour la classe définie à l'annexe I^e. **D** est exprimé en kg N-NO₃/ha et **D** n'est jamais inférieur à 15 kg N-NO₃/ha. Dans le cas contraire, l'APL mesuré est déclaré non conforme aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles.

2. Prairies

L'APL mesuré dans les parcelles de prairie est déclaré conforme aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles si : La valeur **R** de l'APL mesuré dans la parcelle (kg N-NO₃/ha) est inférieure ou égale à **A + D**.

Où A est déduit, pour la date à laquelle la parcelle a été échantillonnée, du centile 66 des observations du « survey surfaces agricoles » établi en application de l'article R. 232 du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau pour les prairies, exprimé en kg N-NO₃/ha;

D est une valeur représentant l'incertitude liée à l'estimation de l'APL d'une parcelle et est égal 23,8 kg N-NO₃/ha. Dans le cas contraire, l'APL mesuré est déclaré non conforme aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles.

3. Estimation de l'amélioration

La différence relative par rapport à la médiane annuelle des observations du « survey surfaces agricoles » établi en application de l'article R.232 du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau pour la classe considérée est également calculée, selon la formule suivante :

Différence relative = [APL mesuré (kg N-NO₃/ha) - médiane des observations du survey surfaces agricoles pour la classe et l'année considérée (kg N-NO₃/ha)] / médiane des observations du survey surfaces agricoles pour la classe et l'année considérée (kg N-NO₃/ha)

La somme de ces différences relatives pour toutes les parcelles d'une exploitation agricole et pour une année donnée constitue une estimation de l'écart des APL de cette exploitation par rapport aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre les nitrates à partir de sources agricoles.

Les APL d'une exploitation agricole non conforme sont dits en amélioration si cet écart diminue par rapport à une année antérieure de référence donnée.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 13 février 2013 portant certaines dispositions d'exécution relatives aux techniques de mesure de l'azote potentiellement lessivable et au « survey surfaces agricoles » en application du chapitre IV de la partie réglementaire du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau.

Namur, le 13 février 2013.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/201453]

13. FEBRUAR 2013 — Ministerialerlass mit Durchführungsbestimmungen bezüglich der Techniken zur Messung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs und des "Survey landwirtschaftliche Flächen" in Anwendung von Kapitel IV des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuches

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Aufgrund des Kapitels IV des verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, abgeändert am 31. März 2011, insbesondere der Artikel R.214 bis R.220, insbesondere des Artikels R.225;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 18. Februar 2008 mit Durchführungsbestimmungen bezüglich der Techniken zur Messung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs und des "Survey landwirtschaftliche Flächen" in Anwendung von Kapitel IV des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuches;

In Erwägung der Notwendigkeit, eine genaue Methodologie für eine zuverlässige Bestimmung der Messung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs im Boden festzulegen;

In Erwägung der Notwendigkeit, jedes Jahr Bezugswerte für den PAS festzulegen, die die Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft widerspiegeln, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, und auf jede Klasse von Acker- oder Weideland angewandt werden;

In Erwägung der Notwendigkeit, die in den Böden gemessenen PAS-Werte auf objektive Weise mit den Bezugswerten zu vergleichen,

Beschließt:

KAPITEL I — Definitionen

Artikel 1 - Zur Anwendung vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Zentil": auf die nächste Ganzzahl auf- bzw. abgerundeter Prozentsatz der Individuen einer Probe, die eine Note unterhalb einer bestimmten Bruttonote erhalten haben;

2° "Survey landwirtschaftliche Flächen": Netz repräsentativer Messstellen, mittels dessen jährliche Bezugswerte für den potentiell auswaschbaren Stickstoff festgelegt werden.

KAPITEL II — Verteilung der Parzellen, Entnahme, Verpackung und Analyse von Proben

Art. 2 - § 1. Die Parzellen aller landwirtschaftlichen Betriebe, in denen Bodenproben zwecks einer Dosierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs entnommen werden, werden in acht Klassen gemäß Anlage I unterteilt.

§ 2. Die Bodenproben werden in Übereinstimmung mit Artikel 3 von der Verwaltung, einem zugelassenen Labor oder einer von der Verwaltung oder einem zugelassenen Labor beauftragten Drittperson entnommen und verpackt. In allen Fällen darf eine von der Verwaltung bevollmächtigte Person bei der Probenahme anwesend sein, um das Verfahren zu überprüfen.

§ 3. Nur die zugelassenen Laboratorien sind befugt, die PAS-Dosierungen durchzuführen.

Art. 3 - § 1. Der Landwirt oder sein Vertreter gibt die Lage und die Tiefe etwaiger Dränleitungen oder sonstiger Elemente an, die durch das Probenahmeverfahren beschädigt werden könnten, in der Parzelle, in der die Proben entnommen werden.

§ 2. Auf jeder Parzelle, wo Bodenproben zwecks einer Dosierung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs erfolgen, werden wenigstens:

- 15 Proben entnommen, wenn es sich um eine Ackerlandparzelle handelt;
- 30 Proben entnommen, wenn es sich um eine Weideparzelle handelt.

Wenn die Fläche der Parzelle mehr als 15 ha beträgt, wird die Probenahme in einem von der Verwaltung abgegrenzten Probenahmegebiet durchgeführt. Das Probenahmegebiet ist für die Stickstoffbewirtschaftung der gesamten Parzelle repräsentativ und deckt eine Fläche zwischen 5 und 10 ha.

Die Proben werden homogen auf der gesamten Fläche der Parzelle oder auf dem gesamten, in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Probenahmegebiet entnommen, außer in der unmittelbaren Umgebung zu dem Parzellenrand, zu den Trinkstellen, zu den Futterplätzen, zu den Lagerplätzen und zu jedem sonstigen Flächenteil, der grundlegend anders als der Rest der Parzelle behandelt wird.

§ 3. Jede Probenahme auf einer Ackerlandparzelle wird in drei Schichten unterteilt; eine erste Schicht in einer Tiefe von 0 bis 30 cm, eine zweite Schicht in einer Tiefe von 30 bis 60 cm und eine dritte Schicht in einer Tiefe von 60 bis 90 cm, insofern die Bodentiefe dies zulässt.

Diese Proben werden mit einer Sonde entnommen, deren Durchmesser ausreicht, um wenigstens 300 gr Erde pro Schicht und pro Parzelle, auf der Proben entnommen werden, zu entnehmen.

Falls es nicht möglich ist, in einer Schicht einer bestimmten Parzelle eine repräsentative Probe zu entnehmen (Entnahme von wenigstens 2/3 der Erdmenge, die für die Schicht vorgesehen ist), so wird diese Schicht bei der Aufwertung der Ergebnisse nicht berücksichtigt.

§ 4. Jede Probenahme auf einer Weideparzelle wird in einer einzigen Schicht von 30 cm Tiefe durchgeführt, oder in einer geringeren Schicht, die der Dicke des losen Erdreichs entspricht, falls eine Tiefe von 30 cm nicht erreicht werden kann.

Diese Proben werden mit einer Sonde entnommen, deren Durchmesser ausreicht, um wenigstens 300 gr Erde pro Probenahme und pro Parzelle, auf der Proben entnommen werden, zu entnehmen.

§ 5. Bei jeder Probenahme muss diese Sonde gleichmäßig mit Erde gefüllt sein.

§ 6. Zum Zeitpunkt der Probenahme muss der Boden soweit ausgetrocknet sein, dass die Gefahr einer Verunreinigung der Probe einer Schicht durch Erde einer anderen Schicht vermieden wird, und dass es möglich ist, die weitere Behandlung der Proben unter guten Bedingungen vorzunehmen (Sieben, Homogenisierung der Proben).

§ 7. Ist es auf einer bestimmten Parzelle nicht möglich, die Proben gemäß den §§ 2 bis 6 zu entnehmen, werden auf der Ersatzparzelle Proben entnommen.

§ 8. Die Entnahme von Bodenproben in Anwendung der Artikel R.214 bis R.220 und des Artikels R.225 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erfolgt zwischen dem 15. Oktober und dem 30. November.

Dieser Zeitraum wird bis zum 20. Dezember verlängert, um den Bedürfnissen des in Anwendung von Artikel 232 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, eingeführten "Survey landwirtschaftliche Flächen" zu genügen.

Die Eigenschaften des zur Entnahme von Proben eingesetzten Geräts müssen gewährleisten, dass die Erdschichten nicht gefährdet werden, und dass keine Gefahr besteht, dass die Proben mit mineralischem Stickstoff angereichert werden. Wenn die Proben mit Hilfe motorisierter Gerätschaften entnommen werden, wird die Probenahme derart durchgeführt, dass die vorhandene Kultur und die Bodenbearbeitung nicht geschädigt werden. Es handelt sich um eine öhrenförmige Sonde vom Typ eines geschlossenen oder halbmondförmigen Hohlmeissels, oder um einen spiralförmigen Schneckenbohrer.

§ 9. Für jede Parzelle, auf der Proben entnommen werden, wird die entnommene Erde pro Schicht getrennt in einen Beutel verpackt. Nachdem auf jeder Parzelle Proben entnommen wurden, werden die Beutel hermetisch verschlossen und mit unauslöschlicher Tinte eindeutig erkennbar nummeriert. Anschließend werden die Proben sofort in einem temperaturisolierten und hermetisch verschlossenen Behälter verstaut.

§ 10. Die Proben werden in ihrem temperaturisolierten und hermetisch verschlossenen Behälter noch am gleichen Tag in das mit der Analyse beauftragte zugelassene Labor gebracht.

§ 11. Das mit der Analyse beauftragte Labor oder die Verwaltung, wenn letztere die Probenahme vornimmt, informiert den Landwirt wenigstens sieben Tage im Voraus über das Datum der Probenahme. Im Anschluss an die Probenahme wird ein Protokoll ordnungsgemäß ausgefüllt, datiert und von dem Verantwortlichen der Probenahme unterzeichnet sowie von dem Landwirt oder dessen Vertreter zwecks Genehmigung gegengezeichnet.

Falls das Protokoll vom Landwirt oder seinem Vertreter nicht unterzeichnet wird, werden die Gründe dafür darin angegeben.

In diesem Fall ist das Protokoll nur aufgrund der einzigen Unterschrift des Verantwortlichen der Probenahme oder des Vertreters der Verwaltung, wenn dieser anwesend ist, maßgebend.

Dieses Protokoll wird in zwei Ausfertigungen erstellt : eines für den Landwirt und ein zweites für die Stelle, die die Probenahme vornimmt. Es umfasst mindestens die nachfolgenden Informationen :

- die Angaben zu dem Landwirt;
- die Angaben zu dem zugelassenen Labor, das mit der Probenahme und der Analyse beauftragt ist;
- den Namen des Verantwortlichen der Probenahme;
- die Verwaltungsreferenzen der Parzellen, auf denen Proben entnommen wurden, die letzte geerntete Kultur, die derzeit vorhandene oder eingesäte Kultur oder Pflanzendecke und die Einbringungen (Art, Menge, Datum) organischer Stoffe, die nach dem Abernten der letzten Kultur stattgefunden haben;
- die Verwaltungsreferenzen der etwaigen Parzellen, auf denen keine Proben entnommen wurden, und die Gründe dafür;
- die Referenzen der zusammengestellten Beutel mit Erdreich;
- die zweckdienlichen Informationen über die Probenahme (Datum; Sondentyp, Art der Probenahme, Anzahl Proben, Tiefe der Probenahme, aufgetretene Schwierigkeiten, insbesondere in Anwendung des vorliegenden Erlasses, ggf. Bemerkungen).

Falls die Probenahme unter der Verantwortung eines zugelassenen Labors durchgeführt wird, und ein Vertreter der Verwaltung dabei anwesend ist, muss das Protokoll zudem von diesem Vertreter unterzeichnet werden. Mangels dessen muss die Probenahme auf Kosten des zugelassenen Labors neu durchgeführt werden.

§ 12. Wenn die Probenahme unter der Verantwortung eines zugelassenen Labors durchgeführt wird, bewahrt dieses die Protokolle über die Probenahme während wenigstens vier Jahren auf und hält sie insbesondere der Begleitstruktur zur Verfügung. Ist das zugelassene Labor betreffend der Beachtung der Auflagen des vorliegenden Artikels mit größeren Schwierigkeiten konfrontiert worden, so setzt es die Verwaltung so schnell wie möglich davon in Kenntnis.

Art. 4 - § 1. Die Proben werden durch das Labor unmittelbar, nachdem sie angeliefert wurden, analysiert oder insofern eine sofortige Analyse nicht möglich ist, nachdem sie während maximal fünf Tagen in einem Kühlraum mit einer Temperatur zwischen 1°C und 4°C gelagert worden sind.

§ 2. Das zugelassene Labor führt eine Analyse der Nitrate (NO₃-) für jeden eingegangenen Beutel durch.

§ 3. Vor der Analyse wird der Inhalt jedes Beutels sorgfältig durch Sieben mit einem 8 mm-Sieb homogenisiert.

§ 4. Unmittelbar nach dem Sieben wird die Extraktion des Nitrations auf dem rohen nicht getrockneten Material eines aliquoten Teils von wenigstens 30 Gramm Probematerial anhand einer 0,1 N Lösung von KCl durchgeführt. Das Extraktionsverhältnis (Gewicht Erde/Volumen der Extraktionslösung) beträgt 1/5.

§ 5. Die Flaschen, die zur Extraktion dienen, werden verschlossen und während 30 Minuten in einem Rotationsschüttler geschüttelt. Anschließend muss die Lösung während dreißig Minuten ruhen um ein Absetzen zu erreichen.

§ 6. Die Dosierung des Nitrations wird auf der Schwimmschicht durchgeführt, die je nach Dosierungsmethode vorher gefiltert oder zentrifugiert wird.

§ 7. Wird die Dosierung nicht innerhalb von drei Stunden nach der Extraktion durchgeführt, so werden die Extrakte entweder in einem Kühlraum bei einer Höchsttemperatur von 4°C lichtgeschützt und während einer Höchstdauer von 48 Stunden gelagert, oder sie werden eingefroren.

§ 8. Die Dosierung des Nitrats in den Böden wird von dem zugelassenen Labor nach einem der nachfolgenden Verfahren durchgeführt:

- die kolorimetrische Methode zur direkten Methode des Nitrats mit chromotropischer Säure (West & Lyles, 1960);
- die kolorimetrische Methode zur direkten Methode des Nitrats mit Brucin (West & Lyles, 1967);
- die kolorimetrische Methode zur Reduktion des Nitrats in Nitrit (unter anderem mit Hilfe von Cadmium oder Hydrazin) mit Dosierung durch die modifizierte Griess-Ilosvay-Reaktion (Bremner, 1965; Guiot, 1975);

§ 9. Das Ergebnis wird in kg N-NO₃/ha ausgedrückt. Diese Einheit wird von einer in Anwendung von § 8 dosierten Konzentration in mg/N-NO₃/l abgeleitet.

Der Übergang von einer Einheit zur anderen wird unter Anwendung der in der Anlage II erwähnten Formel erzielt.

§ 10. Treten bei der Anwendung des vorliegenden Artikels größere Schwierigkeiten auf, setzt das zugelassene Labor die Verwaltung umgehend davon in Kenntnis.

Art. 5 - § 1. Binnen sieben Werktagen nach der Entnahme von Proben auf einer Parzelle kann die Verwaltung zu Kontrollzwecken andere Probenahmen auf derselben Parzelle in Übereinstimmung mit Artikel 3 durchführen oder durchführen lassen.

Die entnommenen Proben werden zwei anderen zugelassenen Labors, die von der Verwaltung ausgesucht werden, zwecks Analyse übermittleit.

§ 2. Die Ergebnisse dieser neuen Analysen werden mit den Ergebnissen der Analyse des kontrollierten zugelassenen Labors verglichen. Zur Bewertung des kontrollierten zugelassenen Labors werden die Unterschiede der Ergebnisse nicht berücksichtigt, wenn die folgenden Bedingungen gleichzeitig erfüllt sind :

- die jeweils von den beiden anderen zugelassenen Labors erzielten Ergebnisse unterscheiden sich um mehr als 20 Prozent, und;
- die jeweils von den beiden anderen zugelassenen Labors erzielten Ergebnisse unterscheiden sich um mehr als 15 kg N-NO₃/ha für Ackerland und mehr als 23,8 kg N-NO₃/ha für Weideland.

Die Ergebnisse des kontrollierten zugelassenen Labors sind zweifelhaft, wenn den folgenden Bedingungen gleichzeitig begegnet wird:

- die von dem kontrollierten zugelassenen Labor erzielten Ergebnisse unterscheiden sich um 25 Prozent im Vergleich zu dem Durchschnitt der von den beiden anderen zugelassenen Labors erzielten Ergebnisse, und,
- die von dem kontrollierten zugelassenen Labor erzielten Ergebnisse unterscheiden sich um mehr als 15 kg N-NO₃/ha für Ackerland und mehr als 23,8 kg N-NO₃/ha für Weideland im Vergleich zu dem Durchschnitt der von den beiden anderen zugelassenen Labors erzielten Ergebnisse.

§ 3. Die Ergebnisse von Analysen eines Labors werden systematisch für fragwürdig erklärt, wenn im Laufe einer selben Saison mehr als ein Drittel der gemäß § 1 durchgeführten Kontrollen zweifelhaft sind.

KAPITEL III — *“Survey landwirtschaftliche Flächen” und Beurteilung der Übereinstimmung mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind*

Art. 6 - § 1. Die Begleitstruktur legt das von ihr erstellte Protokoll über die Umsetzung des *“Survey Landwirtschaftliche Flächen”* dem Minister zur Genehmigung vor, und zwar bei jeder wichtigen Änderung und wenigstens einmal alle vier Jahre, in Anwendung von Artikel 232 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet.

Ein Protokoll über die Umsetzung des *“Survey Landwirtschaftliche Flächen”* ist nur dann gültig anwendbar, wenn es durch den Minister genehmigt wird.

Bei der eventuellen Abänderung des Protokolls über die Umsetzung des *“Survey Landwirtschaftliche Flächen”* werden insbesondere die Wetterbedingungen berücksichtigt, die in dem betreffenden Jahr vorherrschen, sowie die geographische Lokalisierung und die Bodenbedingungen.

Bei den eventuellen Abänderungen dieses Protokolls zielt die Begleitstruktur darauf ab, den vorliegenden Erlass sowie das Kapitel IV des Wassergesetzbuches optimal umzusetzen im Sinne der Genauigkeit und Durchführbarkeit, unter Berücksichtigung der insbesondere im Rahmen der *“Survey Stickstoff”*-Verfahren erlangten Erkenntnisse und der agrartechnischen, technischen und wissenschaftlichen Entwicklungen.

§ 2. Die Begleitstruktur setzt das *“Survey Landwirtschaftliche Flächen”* gemäß Paragraph 1 um. Diese Umsetzung ermöglicht unter anderem die jährliche Bestimmung der PAS-Bezugswerte, die notwendig sind, um die Übereinstimmung mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, zu bewerten.

Jedes Jahr werden die PAS-Bezugswerte (in N-NOH₃/ha) von der Begleitstruktur auf der Grundlage des "Survey Landwirtschaftliche Flächen" des vergangenen Herbstes bestimmt und dem Minister spätestens am 31. Januar zwecks Genehmigung vorgelegt.

Die PAS-Bezugswerte werden bestimmt, um die optimale Verwaltung des Stickstoffs im Hinblick des Schutzes der Gewässer für das betreffende Jahr und für jede Klasse der Anlage I widerzuspiegeln.

§ 3. Im Rahmen des "Survey landwirtschaftliche Flächen" werden die Bodenproben unter der Verantwortung eines zugelassenen Labors, durch das Labor selbst oder durch eine von ihm bevollmächtigte Drittperson gemäß Artikel 3 entnommen und zusammengestellt.

Die im Rahmen des "Survey Landwirtschaftliche Flächen" erstellten Stickstoffprofile werden von einem zugelassenen Labor gemäß Artikel 3, 4 und 5 erstellt.

Art. 7 - Jedes Jahr wird die Übereinstimmung mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, für jede Parzelle, auf der Proben entnommen werden, in Anwendung der Artikel R. 214 bis R. 220 des Wassergesetzbuches auf der Grundlage der in der Anlage III festgelegten Werte beurteilt.

KAPITEL IV — Schlussbestimmungen

Art. 8 - Der Landwirt, die Begleitstruktur, das zugelassene Labor und alle anderen von vorliegendem Erlass betroffenen Beteiligten setzen alles daran, damit die in vorliegendem Erlass beschriebenen Operationen unter optimalen Umständen stattfinden. Sie achten insbesondere auf eine gute Übermittlung der Informationen und auf die Einhaltung der Fristen. Sie handeln unabhängig und verfolgen dabei einzig das Ziel, den vorliegenden Erlass bestmöglich anzuwenden.

Art. 9 - Der Ministerialerlasses vom 18. Februar 2008 mit Durchführungsbestimmungen bezüglich der Techniken zur Messung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs und des "Survey landwirtschaftliche Flächen" in Anwendung von Kapitel IV des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuches wird außer Kraft gesetzt.

Namur, den 13. Februar 2013

Ph. HENRY

ANLAGE I

Tabelle zur Einstufung von Ackerland und Weiden in Klassen

Klasse 1	Zuckerrüben
Klasse 2	Getreide ohne Anbau im Herbst
Klasse 3	Getreide mit Anbau im Herbst; Zichorie
Klasse 4	Mais
Klasse 5	Kartoffeln
Klasse 6	Raps
Klasse 7	Gemüse, das für seine Blätter, Stiele oder Früchte angebaut wird
Klasse 8	Beweidetes oder gemähtes Weideland

Die Begleitstruktur kann in der oben stehenden Tabelle nicht übernommene Anbaupläne bestehenden Klassen gleichstellen.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 13. Februar 2013 mit Durchführungsbestimmungen bezüglich der Techniken zur Messung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs und des "Survey landwirtschaftliche Flächen" in Anwendung von Kapitel IV des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuches als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Februar 2013

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

ANLAGE II

Umwandlung einer in mg N-NO₃/l ausgedrückten Einheit in eine in kg N-NO₃/ha ausgedrückte Einheit

Mit

C = Massenkonzentration von N-NO₃ in der Bodenextraktion in mg/l

V = Volumen der Extraktionslösung in ml

MS = Trockengehalt von Rohboden, ausgedrückt in Prozent

m = Rohbodenmasse in g

d = Trockendichte = Standardwerte für die Dichte auf trockenem Boden pro Schicht, das heißt 1,35 t/m³ für die obere Schicht (0-30 cm), 1,5 t/m³ für die anderen Schichten (30-60 cm et 60-90 cm) bei Ackerland und 1,3 t/m³ bei Weideland.

P = Horizonttiefe in cm

Cc = der Steinanteil in Prozent aus der digitalen Karte der Wallonischen Böden

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 13. Februar 2013 mit Durchführungsbestimmungen bezüglich der Techniken zur Messung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs und des "Survey landwirtschaftliche Flächen" in Anwendung von Kapitel IV des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuches als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Februar 2013

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

ANLAGE III

Beurteilung der Übereinstimmung des PAS-Werts in den Parzellen Ackerland und Weideland mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind**1. Ackerland**

Der in den Parzellen Ackerland gemessene PAS-Wert stimmt mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, überein wenn:

Der Wert **R** des in der Parzelle (kg N-NO₃/ha) gemessenen PAS-Werts kleiner oder gleich als **A + D** ist.

wobei:

A für das Datum, an dem die Parzelle Gegenstand einer Probenahme gewesen ist, vom Zentil 66 der Beobachtungen des "Survey landwirtschaftliche Flächen", der in Anwendung von Artikel R.232 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, für die in der Anlage I festgelegte Klasse erstellt wurde, abgeleitet ist, und in kg N-NO₃/ha ausgedrückt wird;

D ein Koeffizient ist, der die Unsicherheit darstellt, die mit der Einschätzung des durchschnittlichen PAS-Werts einer Parzelle verbunden ist, und 0,198 x dem Mittelwert der Beobachtungen des "Survey landwirtschaftliche Flächen", der in Anwendung von Artikel R.232 des Wassergesetzbuches für die in der Anlage I festgelegte Klasse erstellt wurde, entspricht. **D** wird in kg N-NO₃/ha ausgedrückt und **D** liegt nie unter 15 kg N-NO₃/ha. Im gegenteiligen Fall wird erklärt, dass der gemessene PAS-Wert mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, nicht übereinstimmt.

2. Weiden

Der in den Parzellen Weideland gemessene PAS-Wert stimmt mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, überein wenn: Der Wert **R** des in der Parzelle (kg N-NO₃/ha) gemessenen PAS-Werts kleiner oder gleich als **A+D** ist.

wobei: **A** für das Datum, an dem die Parzelle Gegenstand einer Probenahme gewesen ist, vom Zentil 66 der Beobachtungen des "Survey landwirtschaftliche Flächen", der in Anwendung von Artikel R.232 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, für Wiesen erstellt wurde, abgeleitet ist und in kg N-NO₃/ha ausgedrückt wird;

D ein Wert ist, der die Unsicherheit darstellt, die mit der Einschätzung des PAS-Werts einer Parzelle verbunden ist, und gleich 23,8 kg N-NO₃/ha ist. Im gegenteiligen Fall wird erklärt, dass der gemessene PAS-Wert mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind, nicht übereinstimmt.

3. Beurteilung der Verbesserung

Der relative Unterschied im Verhältnis zum jährlichen Mittelwert der Beobachtungen des "Survey landwirtschaftliche Flächen", der in Anwendung von Artikel R.232 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, für die betreffende Klasse erstellt wurde, wird ebenfalls unter Anwendung folgender Formel berechnet:

Relativer Unterschied = [gemessener PAS (kg N-NO₃/ha) - Mittelwert der Beobachtungen des "Survey landwirtschaftliche Flächen" für die betreffende Klasse und das betreffende Jahr (kg N-NO₃/ha)]/Mittelwert der Beobachtungen des "Survey landwirtschaftliche Flächen" für die betreffende Klasse und das betreffende Jahr (kg N-NO₃/ha).

Die Summe dieser relativen Unterschiede für alle Parzellen eines landwirtschaftlichen Betriebs und für ein bestimmtes Jahr bildet eine Einschätzung der Abweichung der PAS-Werte dieses Betriebs im Verhältnis zu den Regeln der guten fachlichen Praxis in der Landwirtschaft, die zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen notwendig sind

Die PAS-Werte eines nicht konformen landwirtschaftlichen Betriebs werden als "in Verbesserung" bezeichnet, wenn diese Abweichung im Verhältnis zu einem bestimmten vorherigen Bezugsjahr abnimmt.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 13. Februar 2013 mit Durchführungsbestimmungen bezüglich der Techniken zur Messung des potentiell auswaschbaren Stickstoffs und des "Survey landwirtschaftliche Flächen" in Anwendung von Kapitel IV des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuches als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Februar 2013

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/201453]

13 FEBRUARI 2013. — Ministerieel besluit houdende sommige uitvoeringsbepalingen betreffende de technieken voor de meting van potentieel uitspoelbare stikstof en de "survey landbouwoppervlakten" overeenkomstig hoofdstuk IV van het regelgevend deel van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Gelet op hoofdstuk IV van het regelgevend deel van boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, zoals gewijzigd op 31 maart 2011, inzonderheid op de artikelen R. 214 tot R. 220 alsook op artikel R. 225;

Gelet op het ministerieel besluit van 18 februari 2008 houdende sommige uitvoeringsbepalingen betreffende de technieken voor de meting van potentieel uitspoelbare stikstof en de "survey landbouwoppervlakten" overeenkomstig hoofdstuk IV van het regelgevend deel van het Waterwetboek;

Overwegende dat het noodzakelijk is een nauwkeurige methode vast te leggen om de potentieel uitspoelbare stikstof in de bodems op een betrouwbare wijze te kunnen meten;

Overwegende dat het noodzakelijk is jaarlijks de referentiewaarden vast te leggen van de potentieel uitspoelbare stikstof, die een afspiegeling zijn van de op elke teelt- of weideklasse uitgevoerde goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de potentieel uitspoelbare stikstof, gemeten in de bodems, objectief te kunnen vergelijken met die referentiewaarden,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° "centiel" : percentage van individuen van een staal, afgerond naar de dichtstbijzijnde eenheid, die een score vertonen die lager is dan de gegeven brutoscore;

2° "survey landbouwoppervlakten" : netwerk van representatieve punten waarmee jaarlijkse referentiewaarden worden vastgesteld voor potentieel uitspoelbare stikstof.

HOOFDSTUK II. — *Onderverdeling van de percelen, monsterneming, verpakking en analyse van de monsters*

Art. 2. § 1. De percelen van elk landbouwbedrijf waarin bodemmonsters zijn genomen met het oog op een dosering van de potentieel uitspoelbare stikstof worden onderverdeeld in acht klassen bedoeld in bijlage I.

§ 2. De bodemmonsters worden genomen en verpakt overeenkomstig artikel 3 door de administratie, door een erkend laboratorium of door een derde in opdracht van een erkend laboratorium of door de administratie. Hoe dan ook mag een persoon in opdracht van de administratie de monsterneming bijwonen met als doel de verificatie van de procedure.

§ 3. De dosering van de potentieel uitspoelbare stikstof mag slechts door de erkende laboratoria uitgevoerd worden.

Art. 3. § 1. Voor de monsterneming wijst de landbouwer of diens vertegenwoordiger de plaats en de diepte aan van eventuele draineerbuizen in het perceel waar het monster wordt genomen of van elk ander bestanddeel dat bij de monsterneming beschadigd zou kunnen worden.

§ 2. Elk perceel waar bodemmonsters worden genomen met het oog op een dosering van potentieel uitspoelbare stikstof wordt bemonsterd als volgt :

- minstens 15 monsters als het om een perceel akkerland gaat;

- minstens 30 monsters als het om een perceel weiland gaat.

Als de oppervlakte van het perceel meer dan 15 ha bedraagt, worden de monsters genomen in een zone die door de Administratie afgebakend wordt. De bemonsteringszone is representatief voor het stikstofbeheer van het gehele perceel en dekt een oppervlakte van 5 tot 10 ha.

De monsterneming geldt homogeen voor het gehele perceel of de gehele bemonsteringszone bedoeld in het vorige lid, met uitzondering van de onmiddellijke nabijheid van de rand ervan, de drinkplaatsen, de voederplaatsen, de opslaglocaties of elk ander deel van de oppervlakte dat op een significant andere wijze behandeld wordt dan de rest van het perceel.

§ 3. Elke monsterneming op een perceel akkerland wordt onderverdeeld in drie lagen, een eerste laag die 0 tot 30 cm diep is, een tweede laag die 30 tot 60 cm diep is en een derde laag die 60 tot 90 cm diep is voor zover de bodemdiepte dat mogelijk maakt.

De monsternemingen gebeuren met een sonde waarvan de diameter zodanig is dat de massa van de afgenomen aarde minstens 300 gr per laag en per bemonsterd perceel bedraagt.

Indien het onmogelijk is een laag op representatieve wijze te peilen (monsterneming van minstens twee derden van de voor de laag voorziene aarde) op een gegeven perceel, wordt met die laag geen rekening gehouden bij de interpretatie van de uitslagen.

§ 4. Elke monsterneming op een perceel weiland gebeurt op één enkele laag die 30 cm diep is of minder, maar waarvan de diepte overeenstemt met de dikte van de losse grond als een diepte van 30 cm niet bereikt kan worden.

De monsternemingen gebeuren met een sonde waarvan de diameter zodanig is dat de massa van de afgenomen aarde minstens 300 gr per laag en per bemonsterd perceel bedraagt.

§ 5. Voor elke monsterneming moet de sonde gelijkmatig met aarde gevuld zijn.

§ 6. Op het ogenblik van de monsterneming moet de droogtegraad van de bodem voldoende zijn om te voorkomen dat een laag door een andere aangetast wordt ("bezinking") en om ervoor te zorgen dat de latere behandelingen in goede omstandigheden kunnen doorgaan (zeven, homogeneïsering van het monster).

§ 7. Indien de monsters op een bepaald perceel niet genomen kunnen worden overeenkomstig de §§ 2 tot 6, wordt een monster genomen van het vervangingsperceel.

§ 8. De bemonstering van de bodem overeenkomstig de artikelen R.214 tot R.220 en artikel R.225 van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, vindt plaats tussen 15 oktober en 30 november.

Die periode wordt tot 20 december verlengd voor de behoeften van de "survey landbouwoppervlakten" ingevoerd overeenkomstig artikel 232 van het Waterwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

Het monsternemingsmateriaal vertoont kenmerken die ervoor zorgen dat de bodemlagen niet vermengd worden of dat de monsters niet verrijkt worden met minerale stikstof. Als de monsters genomen worden met behulp van een machine, mag geen schade aan het aanwezige gewas of de bodem toegebracht worden. De monsters worden genomen met behulp van een buisvormige sonde van het type gesloten of gebogen holbeitel ofwel een schroefvormige spiraalboor.

§ 9. Voor elk bemonsterd perceel wordt de afgenomen aarde verpakt in evenveel aparte zakjes als er lagen zijn. Na afloop van de monsterneming van elk perceel worden de zakjes hermetisch gesloten en op onuitwisbare en onbetwistbare wijze genummerd. Vervolgens worden ze in een warmtegeïsoleerde en hermetisch gesloten houder geplaatst.

§ 10. De monsters worden in hun warmtegeïsoleerde en hermetisch gesloten houder op de dag zelf van de monsterneming naar het erkende laboratorium die de analyse moet uitvoeren, gebracht.

§ 11. Het erkende laboratorium belast met de analyse of de administratie, als laatstgenoemde de monsterneming uitvoert, verwittigt de landbouwer minstens zeven dagen voor de datum van de monsterneming. Na afloop van de monsterneming wordt een proces-verbaal van monsterneming behoorlijk ingevuld, gedagtekend en ter goedkeuring ondertekend door de monsternemer, de landbouwer of diens vertegenwoordiger.

Als het proces-verbaal niet ondertekend wordt door de landbouwer of diens vertegenwoordiger, worden de redenen daarom omstandig in het proces-verbaal opgegeven. In dat geval heeft het proces-verbaal bewijskracht door de handtekening van de monsternemer en de vertegenwoordiger van de administratie, indien hij aanwezig is. Dat proces-verbaal wordt opgesteld in twee exemplaren, één voor de landbouwer en één voor de instelling die de monsterneming doet. Het bevat minstens volgende gegevens :

- de personalia van de landbouwer;
- de gegevens van het erkende laboratorium belast met de monsterneming en de analyse;
- de naam van de monsternemer;
- de administratieve verwijzingen naar de bemonsterde percelen, het laatst geoogste gewas, het gewas of het aangeplante of ingezaaide plantendek en de toevoer (soort, hoeveelheid, datum) van de organische stof verwezenlijkt na het oogsten van het laatste gewas
- de administratieve verwijzingen naar de eventueel niet bemonsterde percelen en de redenen voor het uitblijven van de monsterneming;
- de referenties van de zakjes aarde die zijn samengesteld;
- de gegevens die nuttig zijn voor de monsterneming (datum, soort sonde, wijze van monsterneming, aantal monsternemingen, diepten van de monsterneming, moeilijkheden die rezen meer bepaald bij de uitvoering van dit artikel, eventuele commentaar).

Wordt de monsterneming uitgevoerd onder de verantwoordelijkheid van een erkend laboratorium en als ze wordt bijgewoond door een vertegenwoordiger van de administratie, moet het proces-verbaal medeondertekend worden door die vertegenwoordiger. Bij ontstentenis moet de monsterneming opnieuw gedaan worden op kosten van het erkende laboratorium.

§ 12. Als de monsterneming onder de verantwoordelijkheid van een erkend laboratorium plaatsvindt, bewaart laatstgenoemde de processen-verbaal van monsterneming tijdens minstens vier jaar en houdt ze meer bepaald ter beschikking van de begeleidingsstructuur. Rijzen er aanzienlijke moeilijkheden wat betreft de naleving van dit artikel, brengt het erkende laboratorium het bestuur daar onverwijld van op de hoogte.

Art. 4. § 1. De monsters worden door het erkende laboratorium geanalyseerd onmiddellijk na ontvangst ervan of, bij ontstentenis, opgeslagen in een koelkamer bij een temperatuur tussen 1 °C en 4 °C tijdens een maximumduur van vijf dagen voor de analyse.

§ 2. Het erkende laboratorium voert een nitraatanalyse (NO₃⁻) uit per ontvangen zakje.

§ 3. Voor de analyse wordt de gehele inhoud van elk zakje zorgvuldig gehomogeniseerd door zeving doorheen een maaszeef met mazen van 8 mm.

§ 4. Onmiddellijk na de zeving wordt de nitraationextractie uitgevoerd op de niet-gedroogde bruto stof van een aliquot van minstens 30 gram monster per oplossing KCl 0,1N. De extractieverhouding (aardegewicht/volume van extractieoplossing) bedraagt 1/5.

§ 5. De flesjes bestemd voor de extractie worden gekurkt en onderworpen aan de actie van een roterend schudapparaat tijdens 30 minuten. De oplossing wordt daarna tijdens 30 minuten voor de bezinking stilgelegd.

§ 6. Het doseren van nitraation wordt uitgevoerd op het supernatant dat, volgens de doseringsmethode, vooraf wordt gefiltreerd of gecentrifugeerd.

§ 7. Indien het doseren niet binnen drie uur na de extractie wordt verricht, worden de extracten opgeslagen in een koelkamer op een maximumtemperatuur van 4 °C, beschermt tegen het licht tijdens een maximumduur van 48 uur of worden bevroren.

§ 8. Het doseren van nitraat in de bodem wordt uitgevoerd door het erkende laboratorium volgens één van de volgende methodes :

- de colorimetrische methode van rechtstreekse dosering van nitraat door chromotropisch zuur (West & Lyles, 1960);
- de colorimetrische methode van rechtstreekse dosering van nitraat door brucine (Baker, 1967);
- de colorimetrische methode van vermindering van nitraat in nitriet (met name d.m.v. cadmium of hydrazine) met dosering van het nitrietion door de gewijzigde reactie van Griess-Ilosvay (Bremner, 1965; Guiot 1975).

§ 9. Het verkregen resultaat wordt uitgedrukt in kg N-NO₃/ha. Deze eenheid is afgeleid van een werkelijk gedoseerde concentratie in mg N-NO₃/l ter uitvoering van § 88.

De overgang van een eenheid naar de andere gebeurt door toepassing van de formule bedoeld in bijlage II.

§ 10. Rijzen er aanzienlijke moeilijkheden wat betreft de naleving van dit artikel, dan brengt het erkende laboratorium het bestuur daar onverwijld van op de hoogte.

Art. 5. § 1. Binnen de zeven werkdagen na de monsterneming op een perceel kan de administratie overeenkomstig artikel 3 andere monsters voor controledoelinden (laten) nemen op datzelfde perceel.

De monsters worden voor analyse gestuurd naar twee andere erkende laboratoria gekozen door de administratie.

§ 2. De uitslagen van die nieuwe analyses worden vergeleken met die van de analyse van het gecontroleerde erkende laboratorium. Bij de beoordeling van het gecontroleerde erkende laboratorium wordt geen rekening gehouden met de uitslagverschillen onder de volgende cumulatieve voorwaarden :

- de uitslagen verkregen door de twee andere erkende laboratoria verschillen onderling met meer dan 20 percent, en;
- de uitslagen verkregen door de twee andere erkende laboratoria verschillen onderling met meer dan 15 kg N-NO₃/ha voor akkerland en meer dan 23,8 kg N-NO₃/ha voor weiland.

De uitslagen van het gecontroleerde erkende laboratorium zijn verdacht als de volgende cumulatieve voorwaarden vervuld zijn :

- de uitslagen verkregen door het gecontroleerde erkende laboratorium verschillen met meer dan 25 percent ten opzichte van het gemiddelde van de uitslagen verkregen door de twee andere erkende laboratoria, en
- de uitslagen verkregen door de het gecontroleerde erkende laboratorium verschillen met meer dan 15 kg N-NO₃/ha voor akkerland en meer dan 23,8 kg N-NO₃/ha voor weiland ten opzichte van het gemiddelde van de uitslagen verkregen door de twee andere erkende laboratoria.

§ 3. De analyseuitslagen van een laboratorium worden systematisch aanvechtbaar verklaard wanneer tijdens hetzelfde seizoen meer dan een derde van de overeenkomstig § 1 gevoerde controles twijfelachtig zijn.

HOOFDSTUK III. — “*Survey landbouwoppervlakten*” en beoordeling van de conformiteit met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen

Art. 6. § 1. Bij elke ingrijpende wijziging en minstens één keer om de vier jaar legt de begeleidingsstructuur het protocol voor de uitvoering van het door haar opgestelde “survey landbouwoppervlakten” ter goedkeuring aan de Minister voor overeenkomstig artikel 232 van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

Een protocol voor de uitvoering van de “survey landbouwoppervlakten” geldt enkel als het door de Minister wordt goedgekeurd.

De eventuele wijzigingen van het protocol voor de uitvoering van de “survey landbouwoppervlakten” zijn meer bepaald gegrond op de weersomstandigheden die tijdens het jaar overheersten, het soort gewas, de geografische ligging en de pedologische voorwaarden.

In de eventuele wijzigingen van dat protocol streeft de begeleidingsstructuur naar de optimale uitvoering van dit besluit en van hoofdstuk IV van het Waterwetboek met zorg voor nauwkeurigheid en haalbaarheid, waarbij rekening wordt gehouden met de kennis die onder andere verworven is met de voorgaande “nitraat surveys”, en met de landbouwkundige, technische en wetenschappelijke ontwikkelingen.

§ 2. De begeleidingsstructuur voert de “survey landbouwoppervlakten” uit overeenkomstig § 1. Die uitvoering maakt het meer bepaald mogelijk de waarden referentiewaarden voor de potentieel uitspoelbare stikstoffen die onontbeerlijk zijn voor de beoordeling van de conformiteit met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen, jaarlijks te berekenen.

Jaarlijks worden de referentiewaarden voor de potentieel uitspoelbare stikstoffen, uitgedrukt in kg N-NO₃/ha, door de begeleidingsstructuur vastgesteld en ter goedkeuring overgemaakt aan de minister uiterlijk 31 januari op grond van de “survey landbouwoppervlakten” van de laatste herfst.

De referentiewaarden voor de potentieel uitspoelbare stikstoffen worden zodanig vastgesteld dat ze een optimaal stikstofbeheer weergeven met het oog op de bescherming van het water voor het betrokken jaar en voor elke klasse van bijlage I.

§ 3. In het kader van de “survey landbouwoppervlakten” worden de bodemonsters genomen en verpakt overeenkomstig artikel 3 onder verantwoordelijkheid van een erkend laboratorium, door laatstgenoemde of door een derde in opdracht van laatstgenoemde.

De stikstofprofielen opgesteld in het kader van de “survey landbouwoppervlakten” worden door een erkend laboratorium vastgesteld overeenkomstig de vereisten bepaald in de artikelen 3, 4 en 5.

Art. 7. Jaarlijks wordt voor elk perceel waarop een monsterneming plaatsvindt overeenkomstig de artikelen R.214 tot R.220 van het Waterwetboek op basis van de in bijlage III bedoelde waarden beoordeeld of voldaan is aan de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen.

HOOFDSTUK IV. — *Slopbepalingen*

Art. 8. De landbouwer, de begeleidingsstructuur, het erkende laboratorium en elke andere actor betrokken bij dit besluit ijveren ervoor dat de verrichtingen omschreven in dit besluit in de beste omstandigheden worden uitgevoerd. Ze zien er meer bepaald toe op een vlotte informatiedoorstroming en op de naleving van de termijnen. Ze treden in alle onafhankelijkheid op, zonder andere samenlopende belangen dan de zorgvuldige uitvoering van dit besluit.

Art. 9. Het ministerieel besluit van 18 februari 2008 houdende sommige uitvoeringsbepalingen betreffende de technieken voor de meting van potentieel uitspoelbare stikstof en de “survey landbouwoppervlakten” overeenkomstig hoofdstuk IV van het regelgevend deel van het Waterwetboek wordt opgeheven.

Namen, 13 februari 2013.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE I

Tabel : indeling van weide- en akkerland in klassen.

Klasse 1	Bieten
Klasse 2	Graangewassen niet gevolgd door een herfstteelt
Klasse 3	Graangewassen gevolgd door een herfstteelt; chicorei
Klasse 4	Maïs
Klasse 5	Aardappel
Klasse 6	Koolzaad
Klasse 7	Groenten geteelt voor hun bladen, stengels of vruchten
Klasse 8	Begraasd of gemaaid weiland

De teeltroutes die niet opgenomen zijn in bovenstaande tabel kunnen door de begeleidingsstructuur gelijkgesteld worden met de bestaande klassen.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 13 februari 2013 houdende sommige uitvoeringsbepalingen betreffende de technieken voor de meting van potentieel uitspoelbare stikstof en de “survey landbouwoppervlakten” overeenkomstig hoofdstuk IV van het regelgevend deel van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt.

Namen, 13 februari 2013.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE II

Omzetting van een eenheid uitgedrukt in mg N-NO₃/l in een eenheid uitgedrukt in kg N-NO₃/ha

Waarbij

C = massaconcentratie N-NO₃ in het bodemonmonster in mg/l

V = het volume van de extractie-oplossing in ml

MS = gehalte aan droge stof van bruto grond uitgedrukt in percent

m = bruto grondmassa in g

d = droge dichtheid = standaardwaarden van zichtbaar specifiek gewicht op droge grond per laag, of 1,35 t/m³ voor de bovenlaag (0-30 cm), 1,5 t/m³ voor de overige lagen (30-60 cm et 60-90 cm) op akkerland en 1,3 t/m³ op weiland.

P = horizontdiepte in cm

C_c = steengehalte uitgetrokken uit de numerieke kaart van de bodems van Wallonië.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 13 februari 2013 houdende sommige uitvoeringsbepalingen betreffende de technieken voor de meting van potentieel uitspoelbare stikstof en de "survey landbouwoppervlakten" overeenkomstig hoofdstuk IV van het regelgevend deel van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt.

Namen, 13 februari 2013.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE III

Beoordeling van de conformiteit met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen, van de potentieel uitspoelbare stikstof gemeten in de percelen akker- en weiland**1. Akkerland**

De potentieel uitspoelbare stikstof, gemeten in de percelen akkerland, wordt conform verklaard met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen, als :

De waarde R van de potentieel uitspoelbare stikstof, gemeten in het perceel (kg N-NO₃/ha), lager is dan of gelijk is aan A + D.

waarbij :

A voor de datum waarop de monsterneming op het perceel plaatsvond, afgetrokken wordt van het centiel 66 van de waarnemingen van de "survey landbouwoppervlakten" opgesteld overeenkomstig artikel R. 232 van het Waterwetboek voor de klasse omschreven in bijlage I en wordt uitgedrukt in kg N-NO₃/ha;

D een coëfficiënt is dat de onzekerheid vertegenwoordigt in verband met de raming van de gemiddeld potentieel uitspoelbare stikstof in een perceel en gelijk is aan 0,198 van de mediaan van de waarnemingen van de "survey landbouwoppervlakten" voor de klasse en het betrokken jaar (kg N-NO₃/ha) / gemiddelde van de waarnemingen van de "survey landbouwoppervlakten" voor de klasse en het betrokken jaar (kg N-NO₃/ha). In het tegenovergestelde geval wordt de gemeten potentieel uitspoelbare stikstof conform verklaard met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen.

2. Weiland

De potentieel uitspoelbare stikstof, gemeten in de percelen weiland, wordt conform verklaard met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen, als : De waarde r van de potentieel uitspoelbare stikstof, gemeten in het perceel (kg N-NO₃/ha), lager is dan of gelijk is aan A + D.

Waarbij A voor de datum waarop de monsterneming op het perceel plaatsvond, afgetrokken wordt van het centiel 66 van de waarnemingen van de "survey landbouwoppervlakten" opgesteld overeenkomstig artikel R. 232 van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor weiland, uitgedrukt in kg N-NO₃/ha;

D een waarde is die de onzekerheid vertegenwoordigt in verband met de potentieel uitspoelbare stikstof van een perceel en gelijk is aan 23,8 kg N-NO₃/ha. In het tegenovergestelde geval wordt de gemeten potentieel uitspoelbare stikstof conform verklaard met de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen.

3. Raming van de verbetering

Het relatief verschil ten opzichte van het jaargemiddelde van de waarnemingen van de "survey landbouwoppervlakten" vastgesteld overeenkomstig artikel R. 232 van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor de betrokken klasse wordt berekend aan de hand van volgende formule :

Relatief verschil = [gemeten PUS (kg N-NO₃/ha) - gemiddelde van de waarnemingen van de "survey landbouwoppervlakten" voor de klasse en het betrokken jaar (kg N-NO₃/ha)] / gemiddelde van de waarnemingen van de "survey landbouwoppervlakten" voor de klasse en het betrokken jaar (kg N-NO₃/ha)

De som van die relatieve verschillen voor alle percelen van een landbouwbedrijf en voor een gegeven jaar vormt een raming van de afwijking van de potentieel uitspoelbare stikstoffen van dat bedrijf ten opzichte van de goede landbouwpraktijken nodig voor de bescherming van water tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen.

De potentieel uitspoelbare stikstoffen van een niet conform landbouwbedrijf worden geacht erop vooruit te gaan als die afwijking vermindert tegenover een gegeven voorafgaand referentiejaar.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 13 februari 2013 houdende sommige uitvoeringsbepalingen betreffende de technieken voor de meting van potentieel uitspoelbare stikstof en de "survey landbouwoppervlakten" overeenkomstig hoofdstuk IV van het regelgevend deel van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt.

Namen, 13 februari 2013.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY